



PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE / SANTE

COBATI VENDEE
Rue des Forgerons
85710 LA GARNACHE
Tél : 02 51 71 93 49
Fax : 02 40 33 88 09

N° Réf : **4796**

Date : 20/06/2023

Version A





Page 1 sur 42

Textes de référence : loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.

Domaine d'application : opérations de construction de Bâtiment et de Génie Civil.

Objet : définir l'ensemble des mesures visant à prévenir les risques liés à l'interférence de plusieurs activités.

AMENAGEMENT D'UN CENTRE DE FORMATION Rue de la Léonière 85340 LES SABLES D'OLONNE

			
MAITRE D'OUVRAGE GROUPEMENT INTERPROFESSIONNEL 3 Boulevard du Batonnier Cholet 44100 NANTES Madame Marion HENRY Mail : marion.henry@44.cci.fr		02 40 44 62 15 06 12 25 19 60	
COORDONNATEUR SPS  SARL Bureau COBATI Rue des Forgerons 85710 LA GARNACHE Monsieur Alexandre PAJOT Mail : contact85@cobati.com		02 51 71 93 49 07 87 96 80 91	
MAITRE D'ŒUVRE- ARCHITECTE  CABINET OAU 9 Avenue Carnot 85102 LES SABLES D'OLONNE Monsieur Gilles LOLLIVIER Mail : lollivier@oau-ict.fr		06 81 94 51 11	
MISES A JOUR			
N°de l'avenant	DATE	INTITULE	PAGE

SOMMAIRE

ARTICLE 0 - PREAMBULE – FONCTIONNEMENT DU PLAN GENERAL DE COORDINATION 3

0-1 - OBJET DU PLAN GENERAL DE COORDINATION.....	3
0-2 - FONCTIONNEMENT.....	3
0-3 - DUREE DE CONSERVATION	3
0-4 - TABLEAUX RECAPITULATIFS	4

ARTICLE 1 - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX INTERESSANTS LE CHANTIER 5

1-1 - DESIGNATION DE L'OUVRAGE ET DESCRIPTION SOMMAIRE	5
1-2 - ADRESSE ET ITINERAIRE DU CHANTIER	5
1-3 - MODE DE PASSATION DES MARCHES.....	5
1-4 - LISTE DES LOTS DES TRAVAUX	5
1-5 - CALENDRIER SOMMAIRE DES TRAVAUX	5
1-6 - PREVISION DES EFFECTIFS ET CATEGORIE DE L'OPERATION	5
1-7 – PRINCIPAUX SERVICES ET CONCESSIONNAIRES.....	5
1-8 - LISTE DES ENTREPRISES	6
1-9 –AUTORISATIONSADMINISTRATIVES.....	6
1-10 – PARTICULARITE DE L'EXISTANT	6
1-11 – NATURE DU SOL	6
1-12 – DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX.....	7
1-13 – ENVIRONNEMENT RESEAUX	7
1-14 – REPERAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX.....	7

ARTICLE 2 - TABLEAUX D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER 7

2-1 – MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT.....	9
2-2 - MODALITES D'ACCES AU CHANTIER ET CIRCULATION	12
2-3 - DESCRIPTION ET MODALITES D'UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE DU CHANTIER.....	15
2-4 - DESCRIPTION ET MODALITES D'UTILISATION DE LA DISTRIBUTION PROVISOIRE D'EAU	15
2-5 - MESURES D'ORGANISATION PRISES POUR LES SECOURS, L'EVACUATION, RISQUE INCENDIE	17

ARTICLE 3 - TABLEAUX D'ANALYSE DE RISQUES LOT PAR LOT..... 17

ARTICLE 4 - MESURES GENERALES RELATIVES A LA COORDINATION ET PROTECTION DE LA SANTE..... 27

4-1 - PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	28
4-2 - PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES	28
4-3 - AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES DU CHANTIER	28
4-4 - PRINCIPAUX REGISTRES A TENIR SUR LE CHANTIER.....	29
4-5 - DECLARATION DE COMMENCEMENT DES TRAVAUX.....	30
4-6 - EMPLOI DU PERSONNEL PROVENANT DE SOCIETES DE TRAVAIL TEMPORAIRE	30
4-7 - MODALITES LEGISLATIVES D'APPLICATION DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION DE LA SANTE.....	31
4-8 – ELECTRICITE DE CHANTIER.....	32
4-9 - EQUIPEMENT DE PROTECTION A METTRE A DISPOSITION DES SALARIES.....	33
4-10 - MANUTENTIONS MANUELLES	33
4-11 - ORGANISATION DES SECOURS, PROTECTION CONTRE L'INCENDIE.....	34
4-12 - FORMATION DU PERSONNEL A LA SECURITE	36
4-13 - PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE.....	37

ARTICLE 0 - PREAMBULE – FONCTIONNEMENT DU PLAN GENERAL DE COORDINATION

0-1 - OBJET DU PLAN GENERAL DE COORDINATION

Le présent plan a pour objet l'application du décret n° 94 1159 du 26 décembre 1994 visant à définir l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux en phases de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises.

Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé intègre notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les plans particuliers de sécurité et de santé.

0-2 - FONCTIONNEMENT

Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est joint aux autres documents remis par le Maître d'Ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Tenu à disposition sur le chantier, il peut être consulté par les organismes appelés à intervenir ainsi que par les membres du Collège Interentreprises de Sécurité et de Santé.

Etabli dans la phase de consultation des entreprises, le Maître d'Ouvrage est tenu de l'adresser, sur leur demande, aux organismes sociaux professionnels de prévention.

0-3 - DUREE DE CONSERVATION

Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé tenu par le coordonnateur pendant toute la durée du chantier, doit être conservé 5 années par le Maître d'Ouvrage à compter de la date de réception du bâtiment.

0-4 - TABLEAUX RECAPITULATIFS

Pour faciliter la prise en compte des mesures de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, le présent P.G.C. comprend des tableaux de deux types :

1/ Tableaux d'organisation générale communs à toutes les entreprises intervenant sur le site qui ont pour but d'énumérer et de prévenir les risques découlant de l'interférence des activités.

2/ Tableaux de décomposition des risques lot par lot.

Chaque entreprise traitante ou sous-traitante et chaque travailleur indépendant intervenant sur le site, doit répondre à l'appel d'offres en tenant compte des informations du plan et prendre connaissance de l'intégralité des tableaux afin de faciliter l'élaboration du P.P.S.P.S. et intégrer des conditions d'organisation du chantier.

Le Plan Général de Coordination est fondé sur les Principes Généraux de Prévention inscrits dans le Code du Travail (article L4121-2)

- | |
|--|
| <ol style="list-style-type: none">1. Eviter les risques2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités3. Combattre les risques à la source4. Adapter le travail à l'homme5. Tenir compte de l'évolution de la technique6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou par ce qui l'est moins.7. Planifier la prévention8. Donner la priorité aux mesures de protection collective9. Former et informer les salariés sur les risques et leur prévention |
|--|

ARTICLE 1 - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX INTERESSANTS LE CHANTIER

1-1 - DESIGNATION DE L'OUVRAGE ET DESCRIPTION SOMMAIRE

Le projet concerne l'aménagement d'un Centre de Formation dans une cellule commerciale

1-2 - ADRESSE ET ITINERAIRE DU CHANTIER

Le chantier est situé à la Pilnière – Route des Sables – 85340 à OLONNE SUR MER

1-3 - MODE DE PASSATION DES MARCHES

L'Ensemble des prestations concerne des marchés conclus avec des entreprises séparées.

1-4 - LISTE DES LOTS DES TRAVAUX

Les travaux font l'objet de plusieurs lots dont la décomposition est la suivante :

LOT 01 CHARPENTE - BARDAGE
LOT 02 ETANCHEITE
LOT 03 MENUISERIES EXTERIEURES
LOT 04 MENUISERIES INTERIEURES
LOT 05 CLOISONS SECHES
LOT 06 FAUX-PLAFONDS
LOT 07 REVETEMENT DE SOLS ET MURS CERAMIQUE
LOT 08 ELECTRICITE
LOT 09 PLOMBERIE CHAUFFAGE VMC
LOT 10 REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES
LOT 11 PEINTURE ET REVETEMENT MURAUX
LOT 12 NETTOYAGE

1-5 - CALENDRIER SOMMAIRE DES TRAVAUX

Les travaux débuteront pour OCTOBRE 2023 pour une durée prévisionnelle de 5 mois.

1-6 - PREVISION DES EFFECTIFS ET CATEGORIE DE L'OPERATION

Le volume Hommes/jour est supérieur à 500.

Les effectifs maximum en simultanés sont estimés à 15 personnes.

Il s'agit d'une opération de catégorie **2** soumise à déclaration préalable envoyée par le maître d'ouvrage à l'inspection du travail , la CRAM , L'OPPBTP conformément à l'art.R 4532.3 du décret 94-1159 du 26 déc.1994.

1-7 – PRINCIPAUX SERVICES ET CONCESSIONNAIRES

<u>Organisme de prévention</u>	DIRECCTE (Unité départementale de Vendée.	18 rue du 93 E ème Régiment d'infanterie – 85000 LA ROCHE SUR YON.	T : 02.51.45.21.00
------------------------------------	--	---	--------------------

	CARSAT (caisse Régionale d'Assurance Maladie)	5 Rue du Maréchal Foch, 85000 La Roche-sur-Yon	T : 09.71.10.39.60
	OPPBTP CR OUEST	Centre d'affaires exapole 275 boulevard Marcel Paul – Bât D – 1 ^{er} étage – 44800 SAINT HERBLAIN	T : 02.40.49.68.02
<u>Services d'urgences extérieurs</u>	SAMU : 15 GENDARMERIE : 17 POLICE : POMPIERS : 18 URGENCE Tél port. 112		
	METEO	Régionale Départementale	T: 08.36.68.00.00

1-8 - LISTE DES ENTREPRISES

Entreprise principale : **LOT CLOISON**

Elle a en charge la gestion générale du chantier (Base vie pour la durée du chantier , , signalisation de chaussée , tri des déchets , compte prorata , etc ...)

1-9 –AUTORISATIONSADMINISTRATIVES

Permis de voirie : nécessaire pour les travaux modifiant le domaine public : création d'une rampe pour handicapés , clôture de chantier scellée dans le sol ...etc.)

Permis de stationnement : Occupation temporaire du domaine public sans modification de celui-ci.

La DICT : Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux est à adresser aux administrations concernées (Mairie – EDF – GAZ – Assainissement ...) en faisant référence à la Demande de Renseignements effectuée par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre. Elle doit être reçue par chaque gestionnaire 10 j au moins avant le commencement des travaux , les exploitants ont alors un délai de 9 jours pour répondre. Passé ce délai , l'entrepreneur peut commencer les travaux 3 jours après l'envoi d'une lettre de rappel confirmant son intention de commencer les travaux . Les délais sont en jours ouvrés.

PPSPS : L'entreprise chargée du gros œuvre ou du lot principal ainsi que celle appelée à exécuter des travaux à risques particuliers adresse une copie de son PPSPS aux organismes de prévention .

Une copie du courrier d'envoi sera transmise au coordonnateur SPS.

Les travaux ne pourront commencer que lorsque tous les récépissés seront parvenus à l'entreprise et que les recommandations ou mesures préconisées auront été mises en œuvre.

Une copie des récépissés est transmise au coordonnateur SPS.

Chaque entreprise doit prévoir 1 exemplaire du PPSPS consultable sur place, dans le classeur dédié du bureau de chantier.

1-10 – PARTICULARITE DE L'EXISTANT

Zone commerciale et cellules en activité à proximité

1-11 – NATURE DU SOL

S.O

1-12 – DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX

Aménagement d'une cellule avec travaux de charpente, bardage extérieur, étanchéité et travaux de second corps d'état en intérieur

1-13 – ENVIRONNEMENT RESEAUX



La DT : Depuis le 1^{er} juillet 2012, la consultation du téléservice reseaux-et-canalisation.gouv.fr devient une étape préalable obligatoire pour les maîtres d'ouvrages (Le téléservice permet de localiser la présence de réseaux aériens, souterrains et subaquatiques sur la zone où sont prévus les travaux, que le projet soit situé sur un terrain privé ou public. Ce service est gratuit et ouvert 24h/24 et 7j/7.

Dans leurs réponses, les exploitants fournissent les plans de leurs réseaux et, le cas échéant, des recommandations techniques spécifiques pour faire exécuter les travaux en toute sécurité.

En fonction de l'incertitude et de la classe de localisation, des investigations complémentaires sont à réaliser par le Maître d'ouvrage si classe B, le maître d'ouvrage et le gestionnaire de réseaux si classe C.

L'ensemble de ces informations sont jointes dans le dossier de consultation des entreprises, puis dans le marché à passer pour l'exécution des travaux.

1-14 – REPERAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX

SO – Pas de bâtiment à démolir

ARTICLE 2 - TABLEAUX D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

2-1 – MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

a) Voies et réseaux divers préalables aux travaux

	Localisation	Phasage	Entreprises chargées des travaux
Eau	A partir du compteur AEP	Demande de branchement et travaux préparatoires avec raccordement à un réseau de distribution d'eau potable avant le démarrage des travaux	Lot Plomberie
Sanitaires	A l'intérieur du bâtiment	Bloc sanitaire avec 1 WC et Lave-mains. Un sanitaire réservé au personnel féminin.	Lot Plomberie
Electricité	A l'intérieur du bâtiment	Demande de branchement au réseau de distribution électrique avant le début des travaux. L'installation doit être vérifiée avant son exploitation par un organisme agréé. Décret du 14 nov.1988.	Lot Electricité
Accès	A l'extérieur du bâtiment	Mise en place d'un accès sécurisé pour intervention pour les travaux de façade.	Lot Charpente Bardage

b) Cantonnements

Emplacement possible	Dimensionnement	Lot chargé de la mise en de la mise en œuvre et du repli	Entretien / Maintenance	Location
A définir en fonction du positionnement des réseaux	Vestiaire / Réfectoire : A prévoir pour un effectif de pointe de 8 ouvriers, y compris mobilier. 1 vestiaire séparé est à réserver au personnel féminin.	Lot Cloison	Lot Cloison	Lot Cloison

ACCES AU VESTIAIRE ET AU CHANTIER

L'accès aux vestiaires sera conçu de manière à ne pas obliger les travailleurs à traverser une zone de chantier, lorsqu'ils sont en tenue de ville.

Les locaux vestiaires seront isolés des locaux de travail, tous stockage de matériels et matériaux sera interdit. Ils seront éclairés, chauffés et aérés convenablement.

L'accès aux postes de travail depuis les cantonnements sera conçu d'une manière à privilégier et à faciliter les déplacements linéaires directs du personnel de chantier, en fonction des différentes contraintes physiques liées à la configuration des lieux , un balisage des zones de circulation sera obligatoire , à la charge du **LOT CLOISON**

LOCAUX VESTIAIRES

La surface totale à prévoir sera calculée en prenant comme base 1,25 m au minimum par personne. **Prévoir un vestiaire séparé pour le personnel féminin.**

Ils devront posséder des armoires vestiaires à 2 compartiments avec cadenas ou serrure.

Ils seront convenablement chauffés, ventilés et éclairés.

Les douches sont obligatoires pour les travaux à risques particuliers (Amiante , Plomb ...).

La base vie sera équipée de chauffage / Climatisation en fonction des besoins compte tenu de la période de chantier.

La base vie sera équipée d'au moins un extincteur.

LOCAL REFECTOIRE

La surface totale à prévoir pour le personnel désirant prendre ses repas sur place sera calculée en prenant comme base 1,50 m² minimum par personne. Ce local devra être correctement chauffé, éclairé, aéré il devra disposer de micro-onde , d'un réfrigérateur et d'un évier muni d'un robinet d'eau potable, fraîche et chaude.

LOCAUX SANITAIRES

Les sanitaires seront installés et raccordés avant le début des travaux.

Le nombre de postes d'eau sera défini suivant la base d'un point d'eau chaude et froide pour 5 personnes.

Un sanitaire au moins sera réservé au personnel féminin.

L'eau sera potable et à température réglable.

Il sera prévu des WC avec chasses d'eau, sur la base d'un WC et d'un urinoir pour 20 personnes. Un WC, au moins, devra comporter un poste d'eau.

Nettoyage du cantonnement

Le lot **CLOISON** est chargé d'organiser l'entretien du cantonnement.

Le réfectoire et vestiaires, les installations sanitaires seront nettoyés quotidiennement avec contrôle systématique de l'approvisionnement en papier hygiénique, savon, essuie-mains, etc...

Les dépenses d'entretien et les consommables sont imputés au compte prorata.

GESTION DES DECHETS

La réglementation sur les déchets (loi N° 75.633 du 15/07/75 et N°992.646 du 13/07/1992) fixe les modalités de traitement et rend obligatoire le tri sélectif . Depuis 2002, seul les déchets ultimes peuvent être mis en centre de stockage.

L'ensemble des entreprises devront évacuer leurs déchets à l'avancement :

CLASSE III	CLASSE II	CLASSE II	CLASSE I
DECHETS INERTES (DI)	DECHETS INDUSTRIELS BANALS (DIB)	DECHETS D'EMBALLAGES	DECHETS INDUSTRIELS SPECIAUX (DIS)
Pierre naturelle, béton , carrelage, matériaux de terrassement , plâtre nu	Plastiques, métaux, laine de roche , Produits non souillés...	Palettes, bois non traité , carton . (Prévoir une bâche pour cette	Peintures à base de solvants , vernis, mastics, colles , produits chimiques ,

Plan Général de coordination – AMENAGEMENT CENTRE DE FORMATION IA

,verre ordinaire		benne)	Les contenants peuvent être réduits en fonction du volume à ,traiter . Les DIS doivent faire l'objet d'un bordereau de suivi des déchets.
-----------------------	--	--------	--

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit. (décret du 13 juill.1994)

Les locations de bennes, les rotations et le traitement des déchets seront imputés au compte prorata.

Il est interdit de jeter les gravats par les ouvertures (fenêtres , trémies ...) , ils devront être évacués par les moyens de manutention présents sur le site , ou à l'aide de goulottes , les moyens retenus doivent limiter les manutentions manuelles.

2-2 - MODALITES D'ACCES AU CHANTIER ET CIRCULATION

a) Clôture du chantier / Surveillance - **SANS OBJET**

Description / Localisation	Lot chargé de la mise en place	Entretien / Maintenance
Clôtures de TYPE HERAS , système de fermeture signalisation de chantier interdit au public. Signalisation de chantier , port des EPI obligatoires , chantier interdit au public ...	SANS OBJET	SANS OBJET

Panneaux devront être liés entre eux par un système de brides boulonnées ou dispositif équivalent.

b) Dispositions prises pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier

Sera autorisé à pénétrer sur le chantier uniquement le personnel des entreprises intervenantes , a ce titre chaque ouvrier disposera de **sa carte d'identité professionnelle , chaque entreprise doit transmettre et tenir à jour la liste du personnel affecté à l'opération , cette liste sera consultable dans le classeur sécurité du bureau de chantier.**

A défaut , il se verra dans l'obligation de quitter le chantier jusqu'à régularisation des formalités administratives.

c) Plan d'installation de chantier

SANS OBJET

d) Circulation engin / véhicule

Accès principal au chantier :

Nature des engins ou véhicules	Phasage	Risques	Lots concernés	Mesures de prévention	Lot chargé de la mise en œuvre des mesures de prévention
Camions Engins de manutention	Toute la durée du chantier	Collision Heurts de piétons Encombrement des circulations	TCE	Panneaux de signalisation avec sens de circulation Plan d'installation de chantier précisant les voies de circulation Aucun stationnement de véhicule en dehors des aires autorisées, Maintien d'un accès sécurisé pour les secours	TCE Lot Charpente TCE
Utilisation des nacelles pour la réalisation des bardages en façades	Bardage en façade	Basculement Chute	Lot Charpente Tous les lots	Circulation de 3m	Lot Charpente

e) Circulation Piétons

Accès principal :

Déplacements	Risques	Phasage	Lots concernés	Mesures de prévention	Lot chargé des mesures de prévention
TCE	Heurts/Interférence avec circulation véhicule	Toutes phases	Tous les lots	séparation des accès engins / Piétons Nettoyage des abords et identification des accès	TCE

2-3 - DESCRIPTION ET MODALITES D'UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire DU CHANTIER

(Eclairage et force)

	DESCRIPTION	LOCALISATION	A LA CHARGE DE	VERIFICATION	ENTRETIEN / MAINTENANCE
FORCE :	Installation primaire	A déterminer avec le lot électricité	Lot Electricité	Organisme agréé à la charge du lot gros œuvre	Lot Electricité
Installation secondaire	1 Coffrets divisionnaire par cellule	But : Rallonge < à 25m	Lot Electricité	Lot Electricité	Lot Electricité
ECLAIRAGE	40 lux mini	Toutes les circulations intérieures / extérieures	Lot Electricité	Lot Electricité	Lot Electricité

2-4 - DESCRIPTION ET MODALITES D'UTILISATION DE LA DISTRIBUTION PROVISoire D'EAU

DESCRIPTION	LOCALISATION	A LA CHARGE DE	PHASAGE	ENTRETIEN / MAINTENANCE
Robinet de puisage	Du branchement au pied du bâtiment	Lot Plombier	Durant le chantier	Lot Plombier

2-5 - ORGANISATION DES MANUTENTIONS – MODALITES D'UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE

2.5.1 - DESCRIPTION GENERALE

Nature des engins de manutention.	Lot chargé de sa mise en œuvre et de son entretien	Localisation	Phasage	Modalités de prêts	Lots concernés par son utilisation
Chariots ou transpalettes	Chaque lot pour sa propre utilisation à définir dans son PPSPS	Tous déplacements horizontaux	Durée du chantier	Sans objet	Chaque lot utilise son propre matériel

2.5.2 - MESURES DE PREVENTION

Nature de l'engin	Risques	Mesures de prévention
Grue / PPM	Renversement de la grue	Empierrement de la plateforme de positionnement de la grue. Un périmètre de sécurité doit être établi autour de la zone de levage avec étude environnementale. Rapport de vérification de l'engin et des appareils de levage consultable sur place. CACES grutier.
Autres engins	Chute d'objet	A définir selon la nature de l'engin dans le PPSPS de l'entreprise concernée, contrôle et PV de vérification avant utilisation

2-5 - MESURES D'ORGANISATION PRISES POUR LES SECOURS, L'EVACUATION, RISQUE INCENDIE

TELEPHONE : Utilisation possible des portables

EMPLACEMENT : consignes dans le Bureau de chantier
Par affiche

SIGNALISATION :

ACCES DES SECOURS – **la Pilnière Route des Sables – 85340 OLONNE SUR MER**

LOCAL SOIN OU INFIRMERIE (SI PLUS DE 200 SALARIES)

EMPLACEMENT :

ENTRETIEN :

REPARTITION DES FRAIS :

SANS OBJET

SECOURISTES : DISPOSITIONS A PRENDRE PAR LES ENTREPRISES POUR ASSURER LA PRESENCE DE SECOURISTE. (Si effectif supérieur à 20 P en simultané).

Une liste de secouriste sera mise à jour par lot GROS OEUVRE.

Chaque secouriste devra être identifié par le lot d'un autocollant sur le casque

DISPOSITIFS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

DESCRIPTION DU MATERIEL : Extincteur ABC.

LOCALISATION : sur place

LOT CHARGE DE LA MISE EN PLACE

DE L'ENTRETIEN / MAINTENANCE : Chaque corps d'état

Sur chantier : lors de la production de points chauds (flammes, découpage, meulage, soudage...).

ARTICLE 3 - TABLEAUX D'ANALYSE DE RISQUES LOT PAR LOT

GENERALITES

- Protections collectives :

Les entrepreneurs devront intégrer dans leur méthode générale de construction, la protection définitive intégrée.

En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail seront protégés par des protections collectives provisoires. Les protections collectives contre les risques de chute de hauteur et de plain-pied sont prioritaires, ainsi que contre les risques de chutes d'objets lors de leur manutention.

L'entreprise, qui pour son intervention, doit déplacer un dispositif de sécurité collectif, à l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement, sous le contrôle et la responsabilité de l'installateur et de la maintenir en état.

Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise pour son intervention personnelle ne pourront être déplacés ou modifiés que par cette dernière. Au cas où l'entrepreneur ne remettrait pas en place les dispositifs de sécurité, l'installateur désigné a l'obligation de le faire après constat du Coordonnateur de Sécurité/Santé et /ou du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'œuvre, aux frais de l'entrepreneur responsable.

- Risques importés :



Au moment de la rédaction du P.G.C le dossier ne permet pas de connaître la chronologie détaillée d'exécution des différentes tâches de travaux, en conséquence, la nature des risques importés et exportés spécifiés dans les tableaux ci-après résultent d'une chronologie "supposée" par le coordonnateur.

- Risques propres :

Les risques propres résultent de la méthodologie et des moyens utilisés par l'entreprise pour l'exécution de ses travaux :

Ces risques et les moyens de prévention seront définis par chaque entreprise dans leur PPSPS et portés à la connaissance du coordonnateur SPS lors de l'inspection commune.

COUVERTURE

TACHES SITUATION	RISQUES IMPORTES			RISQUES EXPORTEES			
	Nature	Mesure de Prévention	Lot chargé de la mise en œuvre	Nature	Lots concernés	Mesure de Prévention	Lot chargé de la mise en œuvre
Mise en place des sorties de toitures	Chute de personnes de grande hauteur	Mise en place de garde-corps en périphérie du bâtiment dans les zones où les acrotères sont inférieurs à 1m.  Maintien de la protection périphérique pour l'intervention des lots techniques.	Etanchéité	Chute de personnes de grande hauteur Chute d'objets et de matériaux	Tous les lots	Mise en place de garde-corps en périphérie du bâtiment dans les zones où les acrotères sont inférieurs à 1m.  Maintien de la protection périphérique pour l'intervention des lots techniques	Etanchéité
Utilisation du chalumeau	Incendie	Balisage par barrière à l'aplomb des zones Extincteur à proximité Stockage des bouteilles de gaz (Ensemble de mesures à détailler dans le PPSPS)	Etanchéité	Superposition de tâches Incendie	Tous les lots	Planification des interventions Extincteur à proximité Stockage des bouteilles de gaz (Ensemble de mesures à détailler dans le PPSPS)	Etanchéité

CHARPENTE - BARDAGE

TACHES SITUATION	RISQUES IMPORTES			RISQUES EXPORTEES			
	Nature	Mesure de Prévention	Lot chargé de la mise en œuvre	Nature	Lots concernés	Mesure de Prévention	Lot chargé de la mise en oeuvre
Mise en place de la charpente- bardage	Chute de hauteur	Travail à la nacelle Sol préalablement compacté en périphérie avec passage d'au moins 3 m. Caces et autorisation de conduite pour les utilisateurs de nacelles.	Charpente	Chute de matériaux ou matériels	Tous les lots	Balisage de la zone d'intervention	Charpente
Chute de matériaux et stockage de plaques	Envol de plaques sous l'effet du vent	Ne pas laisser de plaques ou de chutes de matériaux sur place sans être amarrées.	bardage		Tous les lots	Balisage de la zone de stockage	Bardage
découpe	Coupure projection dans les yeux	Port de protections individuelles Casques Lunettes Gants Chaussures					

MENUISERIES EXTERIEURES

TACHES SITUATION	RISQUES IMPORTES			RISQUES EXPORTES			
	Nature	Mesure de Prévention	Lot chargé de la mise en œuvre	Nature	Lots concernés	Mesure de Prévention	Lot chargé de la mise en oeuvre
Stabilité du matériel en pied de façade	Renversement	Abords nivelés et compactés avant intervention du lot menuiserie extérieure	Gros œuvre	Chute d'objets	Tous les lots	Balisage par barrière à l'aplomb des zones d'intervention	Menuiseries Extérieures
Mise en place des menuiseries extérieures	Chute de hauteur	Mise en place d'échafaudage ou utilisation de nacelles. Dispositif de manutention à ventouses pour la pose des menuiseries	Menuiseries extérieures				
Travaux en façade	Chute d'objets	Mode opératoire de l'entreprise à déterminer dans le PPSPS Balisage au sol de la zone d'intervention.	Menuiseries extérieures	Superposition des tâches	Tous les lots	Planification des interventions	A définir avec le Maître d'Oeuvre

MENUISERIES INTERIEURES

TACHES SITUATION	RISQUES IMPORTES			RISQUES EXPORTEES			
	Nature	Mesure de Prévention	Lot chargé de la mise en œuvre	Nature	Lots concernés	Mesure de Prévention	Lot chargé de la mise en oeuvre
Approvisionnement dans les étages	Manutention	En fonction du mode opératoire de l'entreprise à déterminer dans le PPSPS	Menuiseries intérieures	Risques de manutentions	Tous les lots	Planification des livraisons	Menuiseries intérieures
Mise en place des menuiseries intérieures / Blocs portes / Plinthes / Façade de gaine	Chute	En fonction du mode opératoire de l'entreprise à déterminer dans le PPSPS	Menuiseries intérieures	Superposition de tâches		Planification des interventions	Conducteur d'opération.
Stockage	Encombrement	Zone de stockage préalablement définie.	Menuiseries intérieures	Stockage	Tous les lots	Maintien des circulations dégagées Aire ou local de stockage	Menuiseries intérieures
Mise en œuvre Ajustage	Bruit Poussière	Appareil conforme Aspiration Port d'EPI	Menuiseries intérieures		Tous les lots		Menuiseries intérieures

CLOISONS - ISOLATION

TACHES SITUATION	RISQUES IMPORTES			RISQUES EXPORTEES			
	Nature	Mesure de Prévention	Lot chargé de la mise en œuvre	Nature	Lots concernés	Mesure de Prévention	Lot chargé de la mise en œuvre
Approvisionnement avec la grue des plaques de plâtre	Manutentions manuelles	Utilisation de chariot ou transpalette pour la reprise de charge à préciser dans le PPSPS	Cloisons				
Travail en hauteur	Pose de cloisons - doublage	Travail à l'échafaudage Lève- plaques.	Cloisons				
Stockage	Encombrement des circulations Poinçonnement	Répartition des charges sur dallage.	Cloisons				

REVETEMENT DE SOLS

TACHES SITUATION	RISQUES IMPORTES			RISQUES EXPORTEES			
	Nature	Mesure de Prévention	Lot chargé de la mise en œuvre	Nature	Lots concernés	Mesure de Prévention	Lot chargé de la mise en œuvre
Approvisionnement	Encombrement des circulations	Fractionnement de charges. Utilisation de chariots à définir dans le PPSPS	Revêtement de sols	Superposition de tâches dans les locaux en cours d'aménagement	Tous les lots	Planification précise	A définir avec le Maître d'œuvre
Mise en place des revêtements	Coupures Poussières	Nettoyage et évacuation Matériel conforme Protections	Revêtement de sols				

		individuelles					
Utilisation de produit à base de solvant (colle, ...)	Intoxication Incendie	Privilégier les colles acryliques Fournir les fiches de données sécurité dans le PPSPS Ventilation des zones	Revêtement de sols	Intoxication Incendie	Tous les lots	Privilégier les colles acryliques Fournir les fiches de données sécurité dans le PPSPS Ventilation des zones	Revêtement de sols

PLOMBERIE – SANITAIRE – VMC-CHAUFFAGE

TACHES SITUATION	RISQUES IMPORTES			RISQUES EXPORTEES			
	Nature	Mesure de Prévention	Lot chargé de la mise en œuvre	Nature	Lots concernés	Mesure de Prévention	Lot chargé de la mise en œuvre
Approvisionnement des équipements	Manutention	Programmation des livraisons	Plomberie –				
Intervention en hauteur Dans trémie	Chute de personne	Echafaudage monté par du personnel formé	Plomberie	Chute d'objets	Tous les lots	Echafaudage muni de garde-corps équipé de plinthes	Plomberie
Intervention dans les trémies, en toiture.	Chute d'objets	Maintien de la protection du lot gros œuvre ou nouvelle protection adaptée à préciser dans le PPSPS	Plomberie	Chute d'objets Chute de personne	Tous les lots	Maintien de la protection du lot gros œuvre ou nouvelle protection adaptée à préciser dans le PPSPS	Plomberie
Stockage	Encombrement des circulations	Zone de stockage préalablement définie. Utilisation de chariots à définir dans le PPSPS	Plomberie	Superposition de tâches dans les locaux en cours d'aménagement	Tous les lots	Zone de stockage préalablement définie	A définir avec le Maître d'œuvre

Plan Général de coordination – AMENAGEMENT CENTRE DE FORMATION IA

Incorporation des réseaux dans les planchers	Chute de hauteur	Protection provisoire du gros œuvre	Plomberie	Chute de hauteur	Tous les lots	Protection provisoire	Plomberie
Soudure – Travaux par points chauds	Incendie	Extincteur ABC à proximité de la zone d'intervention	Plomberie				

ÉLECTRICITÉ

TACHES SITUATION	RISQUES IMPORTES			RISQUES EXPORTES			
	Nature	Mesure de Prévention	Lot chargé de la mise en œuvre	Nature	Lots concernés	Mesure de Prévention	Lot chargé de la mise en œuvre
Manutention	Port de charge Lombalgie	A définir dans le PPSPS	Electricité	Chute d'objets	Tous les lots	Programmation des livraisons	Electricité
Circulation sur le chantier	Chute de hauteur Chute de plain pied	Maintien des Protections collectives du lot couverture.	Electricité				
Passage des réseaux	Chute de hauteur Chute d'objets Superposition avec d'autres lots	Echafaudage ou PIR utilisé et monté par du personnel formé.	Electricité	Chute d'objets	Tous les lots	Garde-corps sur échafaudages équipés de plinthes	Electricité

PEINTURE

TACHES SITUATION	RISQUES IMPORTES			RISQUES EXPORTES			
	Nature	Mesure de Prévention	Lot chargé de la mise en œuvre	Nature	Lots concernés	Mesure de Prévention	Lot chargé de la mise en oeuvre
Travaux en hauteur	Chute	Mode opératoire à définir dans le PPSPS notamment pour les escaliers	Peinture	Chute de matériel	Tous	Balisage de la zone en travaux ou condamnation du secteur en travaux	Lot Peinture
Utilisation de solvants ou produits dangereux	Intoxication	Privilégier les peintures acryliques	Lot Peinture	Intoxication	Tous les lots	Stockage extérieur	Lot Peinture
	Incendie	Fournir les fiches de données sécurité dans le PPSPS	Lot Peinture	Incendie		Isolation des zones d'intervention et planification précise	
		Local de stockage extérieur au bâtiment, si besoin	Lot Peinture				
		Ventilation des zones d'intervention	Lot Peinture				
		Utilisation de protections individuelles à définir dans le PPSPS	Tous les lots				
		Superposition de tâches dans les locaux en cours d'aménagement	Tous les lots			Planification précise	A définir avec le Maître d'Oeuvre

**ARTICLE 4 - MESURES GENERALES RELATIVES A LA
COORDINATION ET PROTECTION DE LA SANTE**

4-1 - PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.) est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est à dire :

Eviter les risques

Evaluer les risques qui ne peuvent être évités

Combattre les risques à la source

Tenir compte de l'état d'évolution de la technique

- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.

- Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants

Prendre des mesures de protection individuelles

Il constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans le Plan Général de Coordination ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront s'appuyer sur le Plan Général de Coordination pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

**LE PLAN GENERAL DE COORDINATION SERA COMPLETE ET
ADAPTE PAR LE COORDONNATEUR EN FONCTION DE
L'EVOLUTION DU CHANTIER. IL INTEGRERA AU FUR ET A MESURE
DE LEUR ELABORATION EN HARMONISANT LES PLANS
PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE.**

4-2 - PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES

Dispositions de décrets non codifiés

Décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du Travail (titre III : Hygiène et sécurité des travailleurs) en ce qui concerne les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux de bâtiment, des travaux publics et tous autres travaux concernant les immeubles.

Décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du Travail (titre III : Hygiène, sécurité et conditions de travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

Arrêté du 19 mars 1993 fixant la liste des équipements de protection individuelle qui doivent faire l'objet des vérifications générales périodiques prévues à l'article R.233-11 du Code du Travail en ce qui concerne le contenu desdites vérifications.

4-3 - AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES DU CHANTIER

4.3.1 – AFFICHAGE OBLIGATOIRE SUR CHANTIER A USAGE DU PUBLIC

Panneau dit de chantier (**A mettre en place par le lot GROS ŒUVRE**)

Ce panneau doit comporter les indications suivantes, avec en plus nom, adresse, téléphone,

caractéristiques de l'opération

Maître d'Ouvrage

Contrôleur technique

OPC / SPS

Coordonnées des Entreprises y compris les sous-traitants....

N.B. : L'affichage du nom des entreprises est obligatoire. Art. R.8221.1 du Code du Travail.
Pour être visibles, les plus petites lettres doivent avoir au moins 8 cm de hauteur.

4-4 - PRINCIPAUX REGISTRES A TENIR SUR LE CHANTIER

Registre de l'Inspection du Travail et s'il y a lieu du Comité d'Hygiène et de Sécurité

Mentions :

Inspection du Travail

Mises en demeure et observations en matière d'hygiène et de sécurité

Comité d'hygiène et de sécurité

- Numéro de référence des procès-verbaux et rapports classés dans le dossier spécial
"Consignation des avis de danger éminent".

Registre des contrôles techniques de sécurité

Code du Travail. Décrets des 23 août 1947, 14 novembre 1962 et 8 janvier 1965.

A tenir à la disposition de l'Inspecteur du Travail.

A titre indicatif, matériel soumis à la vérification périodique avec mention des contrôles :

Installations électriques

Appareils de levage

Echafaudages volants – Treuils – Mouflés

Organes de sécurité

Câbles – Chaînes – Cordages – Crochets

Echafaudages

Chariots auto-moteurs

N.B. La périodicité des vérifications n'exclut aucunement les inspections journalières ou avant chaque installation.

Registre des observations

Décret du 8 janvier 1965 – Art. 24

A la disposition des travailleurs pour inscrire leurs observations sur l'état du matériel et des installations et signaler un danger présumé en cette matière.

Registre des accidents bénins

Sous réserve d'autorisation de la CARSAT, les employeurs ont la possibilité de ne pas déclarer les accidents du travail n'entraînant ni arrêt de travail, ni soins médicaux, sous réserve de les inscrire sur un registre spécial.

4.4.1 – FEUILLE D'ACCIDENT DU TRAVAIL OU DE MALADIE PROFESSIONNELLE

Obligation de l'employeur

29 Plan Général de coordination – AMENAGEMENT CENTRE DE FORMATION IA

L'employeur a l'obligation de remplir l'imprimé "feuille d'accident du travail ou de maladie professionnelle".

Imprimé à remplir par l'employeur

L'imprimé à remplir par l'employeur intitulé "feuille d'accident du travail ou de maladie professionnelle" comporte 3 volets ;

1 destiné à la victime

1 destiné au praticien

1 destiné au pharmacien

Lors de la reprise du travail, l'employeur doit remplir la case "interruption de travail" du volet n°1 pour permettre à la victime de l'adresser au Centre de Sécurité Sociale et d'obtenir la gratuité des soins (médecin, pharmacien, etc...).

4-5 - DECLARATION DE COMMENCEMENT DES TRAVAUX

L'entrepreneur intervenant sur des réseaux publics devra prendre contact avec les concessionnaires et recueillir leur accord sur les travaux envisagés pour obtenir le DICT.

Il devra s'assurer qu'aucun réseau ne gêne la réalisation des travaux et que l'exploitation des ouvrages des concessionnaires pourra continuer dans des conditions satisfaisantes.

La DICT suivant modèle mis au point par l'administration est à communiquer par chaque entrepreneur préalablement avant tous travaux à réaliser.

4-6 - EMPLOI DU PERSONNEL PROVENANT DE SOCIETES DE TRAVAIL TEMPORAIRE

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,

le certificat d'aptitude médicale pour la profession déterminée a bien été délivré,

l'intéressé est en règle au point de vue carte de travail et carte de séjour,

l'intéressé a reçu le matériel de protection individuelle,

sa mission doit être conforme à l'article L 124 du Code du Travail

Les entreprises tiendront à jour sur le chantier les registres et documents réglementaires :

le registre de l'Inspection du Travail

le registre de sécurité

le registre d'observations

le carnet de premiers soins d'urgence

4-7 - MODALITES LEGISLATIVES D'APPLICATION DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION DE LA SANTE

4.7.1 – RESPONSABILITE DE CHAQUE CATEGORIE

Soumise à la loi du 31 décembre 1993 et à son décret d'application du 26 décembre 1994, la présente opération intègre un coordonnateur pour la conception de projet et la réalisation des travaux dont la mission est la suivante :

- Organisation entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes de la coordination de leurs activités simultanées ou successives.
- Organisation en commun des installations et moyens matériels, les circulations horizontales et verticales.
- Procéder avec l'entreprise (y compris les sous-traitantes) à une inspection commune du site.
- Veillez à l'application correcte des mesures de coordination définies dans le P.G.C. des diverses réglementations en vigueur.
- Tenir à jour et adapter le Plan Général de Coordination et veiller à son application.
- Constitution et actualisation au fur et à mesure du DIUO (Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage).
- Assurer l'interface avec les divers organismes concernés (Inspection du Travail, CARSAT OPPBTP, etc...).
- Tenir compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à proximité duquel est implanté le chantier.

Les pièces administratives générales qui règneront sont les suivantes :

- 1/ Le présent Plan Général de Coordination
- 2/ Le Dossier d'Intervention Ulérieures sur l'Ouvrage
- 3/ Les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (voir annexe 1)
- 4/ Les compte rendus des réunions de coordination de sécurité
- 5/ L'élaboration et la tenue du registre journal du chantier

4.7.2 – MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis :

aux mesures générales de protection et de solidarité

- aux modalités de l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité liés aux choix des procédés, des équipements de travail, des substances dans l'aménagement des lieux de travail, dans la définition des postes de travail
- aux actions des Organismes Professionnels d'Hygiène et Sécurité et des Conditions de Travail

aux règles relatives aux substances et préparations dangereuses

à la mise en place, à l'acquisition et à l'utilisation de matériel conforme

- à mettre en œuvre, vis à vis des autres personnes intervenant sur le chantier, comme d'eux-mêmes, les principes généraux de prévention.

Le Plan Général de Coordination leur est applicable en totalité.

4.7.3 – SOUS-TRAITANCE

L'entrepreneur titulaire du marché peut sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées selon les dispositions de l'article 2.6.1 du C.C.A.G. et de la loi n° 75.1334 modifiée du 31 décembre 1975.

- Pas de sous-traitance du 3^{ème} rang.

Dans le cas où un entrepreneur sous-traite tout ou partie de l'exécution du contrat qu'il a conclu avec le Maître de l'Ouvrage, il doit remettre au sous-traitant son PPSPS un formulaire du présent PGC en précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues et pouvant avoir une incidence sur l'Hygiène et la Sécurité des travailleurs.

Le sous-traitant dispose d'un délai de 8 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur pour établir son propre PPSPS.

Au cas où l'entrepreneur aurait plusieurs sous-traitants, il serait tenu de les faire agréer par le Maître d'Ouvrage et de leur communiquer, dès la conclusion du contrat, les nom et adresse des sous-traitants, de leur transmettre, sur leur demande, les PPSPS établis par les autres sous-traitants.

Les mesures définies au présent Plan Général de Coordination sont entièrement applicables à tous les sous-traitants et aux prestataires de service travaillant pour le compte de l'entreprise titulaire. Toute dérogation serait une clause d'exclusion immédiate du chantier du sous-traitant concerné sans que l'entreprise adjudicataire puisse prétendre à une quelconque indemnité, et sans préjudice de l'application des autres clauses des documents contractuels.

En cas de sous-traitance, l'interlocuteur du Maître d'Ouvrage est l'entrepreneur principal qui fera connaître et agréer ses sous-traitants par le Maître d'Ouvrage. Ceux-ci devront avoir les qualifications requises pour les travaux demandés.

L'entrepreneur est responsable de la bonne application par les entreprises sous-traitantes des dispositions du présent protocole et elle mettra en œuvre, pour ce faire, tous les moyens qu'elle jugera utile.

4-8 – ELECTRICITE DE CHANTIER

4.8.1 – MISE EN ŒUVRE DE L'INSTALLATION ET DELAI D'EXECUTION

au fur et à mesure de l'avancement des travaux

- à la date prévisionnelle d'intervention du premier corps d'état d'équipement intérieur pour l'installation des coffrets prises de courant entretenue et maintenue jusqu'à la fin des travaux jusqu'au moment de la réception

4.8.2 - DOCUMENTS OBLIGATOIRES A TENIR A LA DISPOSITION DES ORGANISMES INSTITUTIONNELS DE SECURITE

- un plan schématique du chantier, où sont indiqués en particulier les passages de câbles enterrés

- le registre de sécurité où sont consignées, par ordre chronologique les dates de la nature des vérifications
les rapports des vérifications initiales et périodiques
- les justifications des travaux et modifications effectuées pour porter remède aux défauts constatés dans les rapports précités.

4-9 - EQUIPEMENT DE PROTECTION A METTRE A DISPOSITION DES SALARIES

La réglementation impose aux chefs d'entreprise de mettre à la disposition des salariés des équipements de protection et des matériels appropriés aux travaux à effectuer et aux risques auxquels les travailleurs sont exposés (article 2 du décret du 8 janvier 1965).

Si l'entrepreneur connaît les règles de son métier, il n'est pas spécialiste de la fabrication d'équipement de sécurité ou de matériels. Il peut donc arriver que l'entreprise, en toute bonne foi, achète des articles incomplets ou inadaptés ou adaptés à un matériel spécifique et c'est ensuite sur le chantier, un équipement dont l'utilisation peut s'avérer dangereuse.

Pour éviter ces inconvénients qui peuvent se traduire pour l'entreprise par un procès verbal de l'Inspection du Travail ou par une injonction de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie en cas de manquement aux règles de sécurité – l'Office Général du bâtiment et des Travaux Publics, Association réunissant les architectes et les entrepreneurs, a pris l'initiative de créer en 1972 le LABEL O.B.S.

Ce label est maintenant officialisé, l'Office Général du Bâtiment et des Travaux Publics ayant été agréé comme organisme certificateur par décision du Ministère de l'Industrie en date du 14 mai 1981 en application du décret n° 80-524 du 9 juillet 1980.

4-10 - MANUTENTIONS MANUELLES

4.10.1 - LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Depuis les dispositions entrées en vigueur le 01/01/1993, la réglementation ne se borne plus à fixer des limites chiffrées de port des charges (55 kg), mais oriente les principes de prévention liés à la manutention manuelle, à savoir :

on doit prioritairement éviter le recours à la manutention manuelle

- si le recours à la manutention manuelle ne peut être évité, on doit chercher à limiter l'effort physique et à réduire au maximum les risques encourus par les opérateurs.

Prévention

L'entreprise portera son effort sur une démarche de prévention, notamment :

Evaluer les risques :

Poids de la charge.

- Effort physique requis, caractéristiques du milieu de travail, fréquence, distances et durées des manutentions.

Organiser les postes de travail :

- Dans le PPSPS, prévoir par exemple, les méthodes d'approvisionnement et les techniques de travail.
- En fournissant des aides mécaniques ou, à défaut, des accessoires de prévention.

Informez les opérateurs :

- Centre de gravité de la charge.
- Risques encourus lorsqu'il y a mauvaise manœuvre.
- Le poids de la charge ne doit pas dépasser 55 kg de manière habituelle.

Former les opérateurs:

- Gestes et postures

Protections individuelles

Suivant les phases de travaux, l'absence de grue sur le chantier ne devra, en aucun cas, générer des manutentions manuelles contraires à la loi. Les camions de livraison devront être auto déchargeables. Des engins mécaniques (treuils, monte charges) devront être prévus pour distribuer matériels et matériaux aux étages.

D'autre part, il est rappelé aux entreprises que l'accès aux zones de stockage près du chantier présente des difficultés pour les véhicules longs. Si besoin est, les entreprises s'équiperont d'engins mécaniques de manutention (transpalettes, diables, etc...) afin d'éviter toute manutention manuelle excessive.

4.10.2 - FRACTIONNEMENT DES CHARGES

Le port manuel des charges ne peut être totalement éliminé du poste de livraison au reste du travail. Les matériaux seront distribués niveau par niveau le moins loin des aires d'exploitation par différentes répartitions sur le plateau. Les aides mécaniques seront à définir au cas par cas, en tenant compte des réalités des avancements de chantier. Des accessoires spécifiques seront adaptés à la nature des manipulations. La généralisation du regroupement des charges sous forme de colis est à adopter systématiquement pour le chantier.

4-11 - ORGANISATION DES SECOURS, PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

4.11.1 - ACCES AU CHANTIER

Les circulations ne devront être encombrées de véhicules ou de stockage pouvant gêner l'accès des secours.

4.11.2 - TELEPHONES DE SECOURS

La fiche mentionnée au §2.5 sera affichée à proximité du téléphone disposés dans le bureau d'opération et qui permet son usage à tout moment et pendant toute la durée de la réalisation des travaux.

4.11.3 - MOYENS DE SECOURS SUR PLACE

Il est impératif que chaque entreprise possède une trousse de premiers secours sur le chantier.

4.11.4 - CONSIGNES A APPLIQUER EN CAS D'ACCIDENT DU TRAVAIL

1°) Blessures légères

Sans conséquence sur l'activité de l'ouvrier

Soins sur place par le secouriste ou le responsable

Enregistrer les soins donnés sur le "Carnet des soins d'urgence"

Remplir les volet de soins (triptyque) à remettre à l'ouvrier accidenté

d) Etablir une déclaration d'accident à faire parvenir dans les 48 heures à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie "Accidents du travail"

2°) Blessures légères

Eventualité d'arrêt de travail

Premiers soins sur place par le secouriste ou le responsable

Constat par le chef de chantier ou le responsable

Constat par le chef de chantier

Remplir les volets de soins à remettre à l'ouvrier accidenté

Transporter le blessé accompagné à l'hôpital le plus proche

Enregistrer les soins donnés sur le "Carnet de soins d'urgence"

Etablir une déclaration d'accident, faire parvenir dans les 48 heures à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie "Accident du Travail"

3°) Blessures graves

Premiers soins sur place par le secouriste ou le responsable sécurité de l'entreprise

Avertir les services d'urgence

Constat par le chef de chantier

Remplir les volets de soins à remettre à l'ouvrier accidenté

Transporter le blessé accompagné à l'hôpital le plus proche

Enregistrer les soins donnés sur le "Carnet de soins d'urgence"

Etablir une déclaration d'accident, faire parvenir dans les 48 heures à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie "Accident du Travail"

4°) Blessures très graves

Blessé à transporter couché.

Alerter immédiatement l'organisme compétent : Police Secours, Pompiers, Ambulance, Hôpital en précisant toutes indications utiles sur la gravité de l'accident (se servir de la fiche d'appel en cas d'accident)

Confier la garde du blessé au Secouriste et le responsable de sécurité de l'entreprise jusqu'à l'arrivée des secours.

Remplir les volets de soins à remettre à l'accompagnateur

Faire accompagner le blessé par un témoin de l'accident ou toute personne capable de fournir au médecin des renseignements utiles

Remplir le "Carnet de soins d'urgence"

Etablir une déclaration d'accident, faire parvenir dans les 48 heures à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie "Accident du Travail"

Prévenir tout de suite par téléphone le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé et les organismes institutionnels de prévention des risques d'accidents (CRAM –OPPBTP) et Inspection du Travail, éventuellement l'animateur sécurité de l'entreprise

4.11.5 – SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL

Les entreprises, conformément à la législation devront, dans leurs équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail formés ou recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20 pendant toute la durée des travaux). Les secouristes du travail devront être facilement identifiables et repérables par la présence d'un signe distinctif sur leur casque et vêtement de travail.

Les entreprises devront, dans les 48 heures qui suivent tout accident du travail, communiquer au coordonnateur le compte rendu des circonstances de l'accident.

L'accès du chantier devra rester dégagé pour permettre la circulation des moyens de secours.

4.11.6 - PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Il est strictement interdit d'allumer des feux à l'intérieur des locaux ou sur les abords.

L'équipement de lutte contre l'incendie est à réaliser par les entreprises sur leurs postes de travail en fonction des **consignes dispensées par le Maître d'Ouvrage** et l'utilisation du matériel de lutte contre l'incendie existant disponible sur les emplacements.

Dans le cas d'intervention sur le réseau intérieur de lutte contre l'incendie des dispositions particulières doivent être prises pour maintenir les réseaux en charge sur l'ensemble du bâtiment et plus particulièrement sur les zones de travail des entreprises.

Les emplacements des extincteurs doivent être choisis à proximité des points où un début d'incendie est à craindre. Ils doivent être visibles et facilement accessibles. Il est recommandé de prévoir un minimum de 2 extincteurs de capacité inférieure à dix litres par étage ou par atelier, magasin ou entrepôt, quelle que soit leur surface.

4.11.7 - STOCKAGE DES PRODUITS INFLAMMABLES

Chaque entrepreneur veillera à assurer la prévention et la protection contre tout risque d'incendie de ses matériaux. Les dépôts de matériaux inflammables seront interdits à l'intérieur et en dehors du bâtiment. Les dépôts de matériaux inflammables doivent être stockés à l'extérieur dans des zones très délimitées et précises prévues à cet effet dans des containers métalliques parfaitement ventilés comportant un extincteur approprié de lutte contre l'incendie.

Ce plan d'installation du chantier sera tenu à jour en conséquence.

4-12 - FORMATION DU PERSONNEL A LA SECURITE

Dans le cadre de la réglementation en vigueur, il est nécessaire que chaque entreprise assure la formation spécifique au site de son personnel, y compris les salariés intérimaires, notamment en ce qui concerne les modalités d'accueil et de circulation sur le site.

La loi du 6 décembre 1976 a rendu obligatoire la formation à la sécurité des travailleurs.

Le décret n° 79-228 du 20 mars 1979 en fixe les modalités d'application.

La loi du 12 juillet 1990 renforce la formation des travailleurs temporaires.

L'objet de cette formation est "d'instruire le salarié des précautions à prendre pour assurer sa propre sécurité et, le cas échéant, celle des autres personnes occupées dans l'établissement".

Cette formation doit permettre au salarié, dès son affectation au poste, d'exécuter son travail dans les meilleures conditions de sécurité, tant pour lui même que pour ses collègues.

4-12-1 ACCUEIL DU SALARIE

C'est un moment important, trop souvent négligé. Il permet une bonne intégration à l'entreprise et à l'équipe. Il revêt deux aspects : l'un matériel (formalités administratives, dotation de l'outillage ou de l'équipement individuel), l'autre humain.

Pour motiver le salarié lors de l'accueil afin de le rendre réceptif aux informations à lui transmettre :

Interrogez le sur ce qu'il a fait auparavant, ce qu'il sait du travail. Vous apprécierez mieux ce qu'il faut lui dire.

Donnez lui les renseignements pratiques de vie sur le chantier (horaires, hébergement, etc...), autorisation d'accès,

Parlez lui de son travail, dans un contexte plus large que le poste proprement dit, afin de ne pas lui donner une vision trop parcellaire de son activité.

Apprenez à mieux le connaître. Cela vous permettra d'adapter au mieux votre formation.

4-12-2 PREPARATION A LA CONDUITE A TENIR EN CAS D'ACCIDENT

Cette préparation du salarié doit être assurée dans le mois qui suit son affectation. Elle est destinée à éviter les improvisations qui aggravent les conséquences d'un accident. Il s'agit de montrer ce qu'il faut faire et ne pas faire en cas d'incident ou d'accident :

Sensibilisez votre personnel aux risques de panique qui peuvent apparaître en cas d'accident.

Commentez l'affiche "Appels en cas d'accident" (édition OPPBTP) mise en place sur le chantier.

Indiquez les accès au chantier et aux postes de travail pour faciliter l'organisation des secours.

Bien entendu, les salariés ainsi préparés ne remplacent pas les sauveteurs secouristes du travail, dont la formation particulière demeure indispensable.

4-13 - PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

4.13.1 - Etablissement du PPSPS

Dès qu'elle en a connaissance, l'entreprise diffusera au coordonnateur de sécurité et de santé les éléments suivants :

les noms et adresses des entrepreneurs et sous-traitants intervenant dans le processus de réalisation des ouvrages

la date approximative d'intervention de chaque sous-traitant

l'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier

la durée prévue des travaux de chaque sous-traitant

Chaque entreprise réalisant des travaux doit rédiger un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS). Avant de démarrer toute intervention sur le chantier, ce PPSPS devra être adapté à l'opération considérée.

Pour cela, elle dispose de 30 jours à compter de la réception de son marché pour élaborer le PPSPS pour l'entreprise générale et d'une semaine pour les entreprises sous-traitantes.

L'entreprise du lot principal communiquera son PPSPS à toutes les entreprises des autres lots.

Le PPSPS remplace le plan d'hygiène et de sécurité tel que défini à l'article L.235.3 du Code du Travail introduit par la loi 1106 du 6 décembre 1976, aujourd'hui abrogée par la loi 1418 du 31 décembre 1993.

Le PPSPS devra comporter un certain nombre de chapitres dont nous dressons la liste dans un canevas type que nous joignons en annexe du présent plan général de coordination.

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise procèdera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer, les PPSPS à diffuser par le coordonnateur.

Cette inspection commune aura lieu chaque fois que c'est possible avant diffusion définitive du PPSPS, de manière à intégrer éventuellement dans ce document, les consignes résultant de l'inspection préalable procédée sur le chantier.

Chaque entreprise, y compris sous-traitantes, diffusera un exemplaire de son PPSPS au coordonnateur sécurité, via l'entreprise titulaire du marché.
Il doit être conservé par chaque entrepreneur 5 ans après réception des ouvrages.

L'entreprise du lot principal ainsi que l'ensemble des entreprises réalisant des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L 235-6 du Code du Travail procéderont en supplément, à une diffusion du PPSPS aux organismes administratifs de prévention dont la liste est donnée dans le présent Plan Général de Coordination (article 2.1). Toutes les entreprises tiendront leur PPSPS sur le chantier à disposition de ces mêmes organismes de prévention.

Au cas où l'entrepreneur contractant aurait plusieurs sous-traitants, il serait tenu de leur communiquer, dès la conclusion du contrat, les nom et adresse des autres sous-traitants, de leur transmettre, sur leur demande, les PPSPS établis par les autres sous-traitants.

Les clauses définies au présent article sont entièrement applicables à tous les sous-traitants et aux prestataires de service travaillant pour le compte de l'entreprise titulaire. Toute dérogation à cette règle serait une clause d'exclusion immédiate du chantier du traitant ou prestataire concerné sans que l'entreprise adjudicataire puisse prétendre à une quelconque indemnité, et sans préjudice de l'application des autres clauses des documents contractuels.

4.13.2 - CONTENU DU PPSPS

Le PPSPS de chaque entreprise, y compris sous-traitant, indique sa manière détaillée :

les consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades

le nombre de travailleurs du chantier qui ont reçu l'instruction nécessaire pour donner es premiers secours en cas d'urgence

le matériel médical existant sur le chantier

les mesures prises pour assurer dans les moindres détails, le transport dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves

les installations d'hygiène et des conditions de travail et des locaux destinés au personnel sur le site

les mesures spécifiques prises par l'entreprise pour éliminer les risques propres à ses travaux, ceux découlant du lieu, de l'exploitation et des autres entreprises en décrivant les procédés de construction et d'exécution, les modes opératoires, les matériels, les dispositifs, installations, utilisation de substance en préparation, etc...

Ce document doit être tenu à jour tout le long du déroulement des travaux au fur et à mesure du déroulement de l'opération.

4.13.3 - TRAME

CHAPITRE 1 – RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Nom et adresse :
 - de l'entrepreneur,
 - du responsable de l'exécution, des travaux,
 - des sous-traitants, au fur et à mesure de leur désignation
 - du rédacteur du plan
- Nature des travaux sous-traités
- Noms et numéro du lot de travaux
 - Effectif prévisible du chantier aux périodes de pointe (dates et durées)

CHAPITRE 2 – SECURITE PENDANT L'EXECUTION DES TRAVAUX

- Analyse détaillée :
 - des procédés de construction et d'exécution
 - des modes opératoires
- Enumération :
 - des matériels de production
 - des installations de chantier
 - des dispositifs particuliers prévus pour la réalisation de l'opération
- Définition des risques prévisibles
- Indication des mesures de prévention choisies :
 - protection collective
 - protection individuelle (pour l'utilisation des harnais, indication des points d'ancrage)
- Enoncé des conditions du contrôle
 - de l'application des mesures de prévention
 - de l'entretien et des moyens matériels

4.13.4 - DIFFUSION DU P.P.S.P.S.

- COORDONNATEUR
- Lorsque l'entrepreneur (ou le sous-traitant) a établi son plan, celui-ci peut être consulté, pour avis, par :
 - . le médecin du travail de l'entreprise
 - . les membres du C.H.S.C.T. de l'entreprise ou, à défaut, par les délégués du personnel
- L'entreprise chargée du gros œuvre, du lot principal ou appelée à exécuter des travaux dangereux (°) doit communiquer son P.P.S.P.S. :
 - . à l'inspecteur du travail

- . au Service Prévention de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie (CRAM)
- . au Comité Régional de l'O.P.P.B.T.P.
- . au chantier (disponibilité permanente)

Suivi : Le P.P.S.P.S. est conservé par l'entreprise pendant 5 ans après la réception de l'ouvrage. Liste fixée par arrêté.

DISPOSITIONS SANITAIRES CONTEXTE COVID19

CORONAVIRUS, SE LAVER LES MAINS POUR SE PROTÉGER DANS L'ATELIER ET SUR LE CHANTIER DU BTP

✓ Étape 1

Rincez-vous bien
les mains

✓ Étape 2

Utilisez
du savon

✓ Étape 3

Frottez pendant
30 secondes

✓ Étape 3

Nettoyez la zone
entre vos doigts

✓ Étape 3

Nettoyez également
vos ongles

✓ Étape 4

Rincez-vous bien
les mains

(Conseils à afficher près des points d'eau)

OPFBTPOpérateur Professionnel de Prévention
du Bâtiment et des Travaux PublicsVersion à jour au 10/04/2020 – Ces éléments sont mis à jour régulièrement
sur le site www.preventionbtp.fr